

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
MARDI 7 JUIN 2022**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>		
<b>QUORUM : 9</b>		
<b>PRESENTS</b>	<b>REPRESENTES</b>	<b>ABSENTS</b>
10	0	6
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 22/326</b>		
<b>22CONV04 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE SIX-FOURS - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

**PRESENTS :**

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

**ABSENTS :**

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre COLIN.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 22/326**

**BUREAU DU 7 JUIN 2022**

**O B J E T : 22CONV04 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION  
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA  
COMMUNE DE SIX-FOURS - ACCORD-CADRE A BONS  
DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS  
D'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE L'ECLAIRAGE  
PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'art L 2113-6 du Code de la Commande Publique,

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le projet de convention annexé à la présente,

**CONSIDERANT** que les prestations d'entretien de l'éclairage public concernent à la fois la compétence métropolitaine et communale,

**CONSIDERANT** que les réseaux métropolitains sont connectés sur des coffrets de commande de la ville de Six-Fours-les-Plages,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de constituer un groupement de commandes afin d'uniformiser l'entretien des diverses installations de l'éclairage public sur l'ensemble du territoire toulonnais,

**CONSIDERANT** que les membres souhaitant adhérer à ce groupement sont la ville de Six-Fours-les-Plages et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne de Six-Fours-les-Plages), cette dernière étant coordonnateur du groupement,

**CONSIDERANT** que le groupement de commandes donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande conclu pour une durée initiale de 1 an reconductible 3 fois 1 an,

**CONSIDERANT** que les masses annuelles sont réparties entre la ville de Six-Fours-les-Plages et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne de Six-Fours-les-Plages) de la façon suivante :

-Métropole TPM (Antenne Six Fours-les-Plages) :

Masse minimum annuelle : 80 000 € HT

Masse maximum annuelle : 800 000 € HT

-Commune de Six-Fours-les-Plages :

Masse minimum annuelle : 3 000 € HT

Masse maximum annuelle : 30 000 € HT

**CONSIDERANT** que le total estimatif pour le groupement de commandes sur la durée totale maximale du marché est 1 609 984 € HT,

**CONSIDERANT** que chaque membre du groupement gère, à la notification du marché, l'exécution intégrale de son marché,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

## **ARTICLE 2**

**D'ADHERER** au groupement de commandes relatif aux prestations d'entretien de l'éclairage public pour la commune de Six-Fours-les-Plages et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne de Six-Fours-les-Plages).

## **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ville de Six-Fours-les-Plages.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 7 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR	10
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**22CONV04-CONVENTION POUR LA CONSTITUTION  
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2113-6 DU CODE  
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**Prestations d'entretien des installations  
d'éclairage public pour la commune de Six-  
Fours Les Plages et la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée (Antennes de Six-  
Fours Les Plages)**

# SOMMAIRE

1 – OBJET DE LA CONVENTION .....	3
2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT .....	4
3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT .....	5
4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT .....	5
5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT .....	5
6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT .....	5
7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS .....	6
8 – DUREE DU GROUPEMENT .....	6
9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE .....	6
10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION .....	6
11 – LITIGES .....	7

## **ENTRE LES SOUSSIGNES**

La Commune de Six-Fours Les Plages, représentée par Monsieur Jean-Sébastien VIALATTE, Maire de Six-Fours Les Plages, agissant par délibération n°..... en date du ..... déposée à la Préfecture du Var le .....

Et

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président, agissant par décision du Bureau métropolitain n° ..... en date du ....., déposée à la Préfecture du Var le .....

Ci-après désignée T.P.M.

## **PREAMBULE**

Les pouvoirs adjudicateurs ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique concernant les prestations d'entretien des installations d'éclairage public pour la Commune de Six-Fours Les Plages et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Six-Fours Les Plages).

Le groupement est rendu nécessaire par le fait que les prestations d'entretien des installations d'éclairage public concernent à la fois la compétence métropolitaine et communale, des réseaux métropolitains étant connectés sur des coffrets de commande Ville et des réseaux Ville connectés sur des des coffrets de commande métropolitains. Un même prestataire permet de coordonner et de maintenir une uniformité dans l'entretien des diverses installations de l'éclairage public sur l'ensemble du territoire six-fournais. De plus, les prestations relevant de la Commune représentent une masse infime au regard de l'estimation du marché.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus.

Ce groupement de commandes donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de **Prestations d'entretien des installations d'éclairage public** pour la Commune de SIX-FOURS LES PLAGES et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne de SIX-FOURS LES PLAGES) passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° (AO ouvert) et R. 2161-2 à R. 2161-5 (ACC) du Code de la commande publique.

L'Accord cadre est conclu pour une durée de 1 an, reconductible 3 fois.

Les masses annuelles sont réparties entre la Métropole TPM (Antenne SIX-FOURS LES PLAGES) et la Commune de la façon suivante :

réparti comme suit :

-Métropole TPM (Antenne SIX-FOURS LES PLAGES) :

Masse minimum annuelle : 80 000 € HT

Masse maximum annuelle : 800 000 € HT

-Commune de SIX-FOURS LES PLAGES :

Masse minimum annuelle : 3 000 € HT

Masse maximum annuelle : 30 000 € HT

Le total estimatif pour le groupement de commande sur la durée totale maximale (reconductions comprises) du marché est :1 609 984 € HT

## **2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT**

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

## **3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole Toulon Provence Méditerranée (M.T.P.M).



En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

#### **4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Six-Fours Les Plages;
- procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- répondre aux questions des candidats ;
- rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Six-Fours Les Plages ;
- organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- informer les candidats non retenus ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

Chaque membre exécutera l'accord-cadre concerné pour ses propres besoins selon les modalités visées à l'article 6 infra

#### **5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

#### **6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, gestion des livraisons/livrables)
- exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, ...).

## **7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS**

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

## **8 – DUREE DU GROUPEMENT**

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée de l'accord-cadre.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non reconduction du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

Cette résiliation du marché ne peut intervenir que si toutes les parties en sont d'accord.

De même, un accord de toutes les parties est nécessaire pour décider de la non reconduction du marché.

## **9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE**

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatives au marché.

## **10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION**

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

## **11 – LITIGES**

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le .....

<p>Pour la Commune de Six-Fours Les Plages,</p> <p>Le Maire,</p> <p>Jean-Sébastien VIALATTE</p>	<p>Pour la Métropole TPM</p> <p>Le Président</p> <p>Hubert FALCO</p>
---	--

